

	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p>
	<p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté d'Agglomération du Libournais (CALI)
SIRET/SIREN
20007009200222 / 200070092
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
42 rue Jules Ferry – 33 500 LIBOURNE Tél : 05 57 25 01 51 contact@lacali.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Philippe BUISSON – Président
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Benjamin MAUFRONT – Responsable du service autorisation du droit des sols et de la planification urbaine
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
33 avenue de la Gare 33 870 VAYRES Tél : 05 57 25 01 51 bmaufmont@lacali.fr

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
Plan Local d'Urbanisme (PLU)
2.2 Intitulé du document
Plan Local d'Urbanisme (PLU) Les Peintures
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Approuvé le 20 septembre 2023 https://www.lacali.fr/actualites-de-la-cali/revision-du-plu-les-peintures-approbation
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Les Peintures
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Le secteur du territoire concerné par la procédure de modification concerne la zone d'activités d'Ivantout.
Extrait du plan de zonage modifié :
<p>L'image est un extrait d'un plan de zonage d'urbanisme. Elle montre plusieurs zones délimitées par des lignes noires pointillées ou pleines. Une zone centrale, principalement blanche avec quelques bâtiments gris, est étiquetée 'UYdc'. Cette zone est entourée par différentes zones : à l'ouest et au nord, des zones hachurées verticalement sont étiquetées 'UBd'; à l'est, une zone hachurée horizontalement est étiquetée 'A'; au sud, une zone hachurée diagonalement vers le bas-droite est étiquetée 'Ap'; et dans les coins ouest et nord-ouest, des zones hachurées en diagonale croisée sont étiquetées 'N'. Des noms de lieux sont inscrits en lettres capitales : 'GRANDS CHAMPS' au top, 'COURTES VER' à droite, 'LES PETITS SOULIERS' en bas à droite, et 'CHAMPS DE HAST' juste au-dessus de la zone 'UYdc'. Des numéros de parcelles sont dispersés sur le plan. Une zone verte avec des arbres stylisés se trouve à l'ouest de la zone 'UYdc'. Une rivière ou un cours d'eau bleu est visible en bas à droite.</p>

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Nouvelle aquitaine – approuvé le 27 mars 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT du Grand Libournais – approuvé le 6 octobre 2016
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE Adour Garonne 2022-2027 SAGE Isle Dronne – approuvé le 2 août 2021 SAGE Nappes profondes de Gironde – approuvé le 25 novembre 2003 PPRi – approuvé le 20 juin 2001 Plan Local de L'Habitat 2019/2025 de la CALI – approuvé en 2019
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
10 février 2023
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
/
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
/
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Suite à l'avis de la MRAE, les modifications suivantes ont été apportées au PLU de Les Peintures pour son approbation : - Complément cartographique des équipements publics dans le bourg

- Complément d'informations sur la défense incendie, sur l'assainissement des eaux usées (collectif / non collectif) et sur l'eau potable
- Ajout du règlement du PPRi en annexe ;
- Ajout des indications sur le plan de zonage :
 - o Zone de bruit voie ferrée
 - o Zone de bruit RD674
 - o Recul d'inconstructibilité / RD674.

Cette prise en compte n'est pas remise en question par la procédure de modification.

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☐ Oui

☒ Non

/

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

/

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

Population en 2021 : 1 646

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	1 313 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	80,14	6,10%	81,58	6,21%
zones 1 AU	5,30	0,40%	5,3	0,40%
zones 2 AU	1,44	0,11%	0	0%
zones A	766,25	58,36%	766,25	58,36%
zones N	459,87	35,02%	459,87	35,02%
Total	1 313	100 %	140	100 %

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Extrait page 5 du PADD : La consommation foncière

« **Pour le logement** sur la commune de Les Peintures il a été consommé 6ha74 en 10 ans (2010/2020) pour une production de 67 logements (dont 52 consommateurs réels de foncier). Soit une consommation moyenne de 1296m² par logement (ce qui représente une densité de 7,7logts par hectare). Les perspectives de développement démographique portent à un projet visant une production de logements sur la décennie à venir plus importante que par le passé compte tenu notamment de la situation de la commune comme centralité d'équilibre au titre du SCoT. L'objectif de modération de la consommation foncière, vise à passer d'une densité de logement de 7,7 logements par hectare à une densité moyenne de 10 à 12 logements par hectare. Soit une réduction de consommation foncière, à minima, de l'ordre de 30% La production de logements a été réalisée ces dix dernières années à 66% dans l'enveloppe urbaine. Le SCOT fixe un objectif de production de logements 50% au sein des périmètres agglomérés et 50% en extension. La commune entend suivre cette préconisation à minima sur la moyenne de la période du SCOT 2015-2035.. »

La consommation de l'espace liée **à l'activité économique** est quant à elle abordée dans le rapport de présentation du PLU en vigueur (pages 238, 240 et 241). Ainsi, la zone 2AUyc d'Ivantout y est prise en compte dans la surface consommée soit 1ha44.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Permettre la transformation de la zone 2AUyc afin de réaliser un projet d'extension des commerces existants sur la zone d'Ivantout. Ainsi, cette modification n'a pas vocation à créer de nouvelles activités mais à permettre à celles existantes sur le site de se développer par extensions.

A noter que cette modification de la zone 2AUyc s'accompagne de la modification de la zone UYd en UYdc afin d'en préciser la vocation commerciale, dans le cadre de l'extension des commerces existants.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Ouverture d'une zone 2AUyc à l'urbanisation via son passage en zone UYdc, sur la zone d'activités d'Ivantout. La superficie concernée est de 1ha44.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Page 292 du rapport de présentation du PLU en vigueur, disponible ici : <https://www.lacali.fr/actualites-de-la-cali/revision-du-plu-les-peintures-approbation>

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

/

4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
/
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
/
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
/
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
/
- de créer de nouvelles protections environnementales <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Création d'un élément de paysage (L151-19 ou 23) sur 1 440 m ² : espace tampon avec la zone agricole
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet SANS OBJET
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1) SANS OBJET
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur SANS OBJET
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
/

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	1 site Natura 2000 au titre de la Directive Habitat : « Vallée de la Dronne de Brantôme à sa confluence avec l'Isle » FR7200662
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

Annexe II

Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Plan de prévention des Risques Inondation (PPRI) « Vallée de l'isle et de la Dronne », approuvé le 20 juillet 2001
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	3 ICPE se trouvent sur la commune de Les Peintures. https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1&region=75&departement=33&commune=33315
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	2 anciens sites industriels ou activités de service sur la commune susceptibles d'être à l'origine de pollution des sols. Mais pas de périmètre de servitude lié.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> - Zones à dominante humide identifiées par EPIDOR ; - Zone Humides Effectives (ZHE) mises à dispositions par l'agence de l'eau ;

			- Zones humides floristiques et/ou pédologiques inventoriées par ETEN dans le cadre de la révision du PLU.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Réservoirs de biodiversité : <ul style="list-style-type: none"> - Le site Natura 2000 et la ZNIEFF constituent - Les cours d'eau Corridors principaux : Les espaces boisés (feuillus et pinède) représentent les principaux corridors écologiques de la commune et constituent des éléments de la trame verte. Les ripisylves et les haies représentent également des corridors de la trame verte puisqu'ils assurent la liaison entre des zones boisées et des zones plus ouvertes. Le réseau hydrographique et les zones humides qui sillonnent le territoire constituent la trame bleue de la commune. Ils favorisent les flux des espèces aquatiques et semi-aquatiques.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF de type II « Vallée de la Dronne de Saint-Pardoux-la-Rivière à sa confluence avec l'Isle » (720012850)
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	38ha38 d'EBC dans le PLU en vigueur

Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	4ha51 d'éléments de paysage au titre de l'article L.151-19 ou 23 du CU, dans le PLU en vigueur
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Secteur hors emprise PPRI
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Secteur non concerné
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Secteur non concerné
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Secteur non concerné et à près d'1 km du site Natura 2000 « Vallée de la Dronne de Brantôme à sa confluence avec l'Isle » FR7200662
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée

D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas de zone humide identifiée via la bibliographie et aucune zone humide pédologique ou floristique identifiée via les inventaires de terrain réalisés dans le cadre de la révision du PLU
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Ni réservoir de biodiversité ni corridor identifié sur le secteur
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Secteur non concerné et à près d'1 km de la ZNIEFF de type II
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune non concernée.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'EBC le plus proche se situe à environ 35 m au sud, de l'autre côté de la voie ferrée.

D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur délimité en application de l'article L151-19 le plus proche se situe au nord à environ 25 m.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur délimité en application de l'article L151-23 le plus proche se situe au nord à environ 25 m.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

/

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Mi octobre 2024

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Néant

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui

☐ Non

- participation du public par voie électronique

☒ Oui

☐ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

<input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser lesquelles			
/			
- autre, préciser les modalités			
/			
8. Annexes			
8.1 Annexes obligatoires			
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)		<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).		<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)		<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>		<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant			
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent			
/			
9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Libourne	le,	10 OCT. 2024
Nom	BUISSON	Prénom	Philippe
Qualité	Président		
Signature			
 Philippe BUISSON Président de la Communauté d'Agglomération du Libournais			